

## Panorama de la Polynésie française

### CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Capitale	Papeete
Superficie	3 251 km <sup>2</sup>
Superficie ZEE	5,5 millions de km <sup>2</sup>
Situation géographique	Pacifique sud, Auckland à 4 100km, Honolulu à 4 400km, Paris à 18 000 km
Langues parlées	Français et langues vernaculaires <sup>(1)</sup>
Monnaie	Franc Pacifique – F CFP - (code ISO 4217 : XPF) - 1 000 CFP = 8,38 euros
Statut	Collectivité d'outre-mer autonome rattachée à la France
Rang mondial IDH (2010)	75
Représentation nationale	3 députés, 2 sénateurs, 1 représentant au Conseil économique, social et environnemental

(1) Tahitien, paumotu, marquisien, mangarévien, rurutu, raivavae, rapa

#### Repères historiques

Originaire de l'Asie du Sud-Est, le peuple polynésien s'est progressivement implanté, de 300 apr. J.-C. à la fin du XIV<sup>e</sup> siècle. Quant aux Européens, ils ont touché la Polynésie française dès 1521 (Magellan), mais ne se sont installés qu'en 1767, après l'arrivée du capitaine Wallis.

Au XIX<sup>e</sup> siècle, la dynastie des Pomare, originaire des Tuamotu, s'impose sur l'ensemble du territoire, jusqu'à la signature du protectorat (1842) et la cession par Pomare V, dernier roi de Tahiti, de ses états à la France (1880). Les Établissements français de l'Océanie (EFO) deviennent « Polynésie française » en 1957 et le rattachement à la France est confirmé par référendum en 1958.

À partir des années 60, la mise en place du Centre d'expérimentation du Pacifique bouleverse l'économie et la société polynésiennes traditionnelles.

#### Organisation institutionnelle

L'autonomie de gestion, accordée en 1977, est complétée par le statut d'autonomie interne en 1984. Plusieurs fois amendé, il donne une personnalité propre à la Polynésie française au sein de la République (1996) et des pouvoirs élargis (2004), l'État ne conservant qu'une compétence d'attribution, fondée sur ses missions régaliennes (garantie des libertés publiques, défense, monnaie...). Il est à nouveau révisé en 2007, puis en 2011 :

Les fonctions de l'État sont assurées par son représentant local, le Haut-commissaire de la République. Les compétences du Pays sont mises en œuvre et contrôlées par les quatre institutions suivantes :

- le **Président du gouvernement**, élu par l'Assemblée de Polynésie française pour 5 ans, constitue le gouvernement et dirige son action. Il promulgue les lois de pays et signe les actes délibérés en Conseil des ministres. Il est l'ordonnateur du budget et dirige l'administration locale ;
- le **Gouvernement**, composé d'un vice-président et de 7 à 10 ministres, est chargé solidairement et collégalement des affaires relevant de sa compétence. Il arrête les projets de délibérations à soumettre à l'Assemblée ainsi que les mesures d'application nécessaires ;
- l'**Assemblée de Polynésie française** (APF) se compose de 57 membres élus pour 5 ans au suffrage universel direct. Elle adopte les lois de Pays et les délibérations présentées par le gouvernement. Elle vote le budget ainsi que les comptes de la Polynésie française et contrôle l'action du gouvernement ;
- le **Conseil économique, social et culturel** (CESC), assemblée consultative de 48 membres représentant les groupements professionnels, les syndicats, les organismes et les associations qui concourent à la vie économique, sociale et culturelle du Pays, est obligatoirement saisi pour avis sur les projets à caractère économique, social ou culturel et propositions d'actes soumis par le gouvernement ou l'APF.

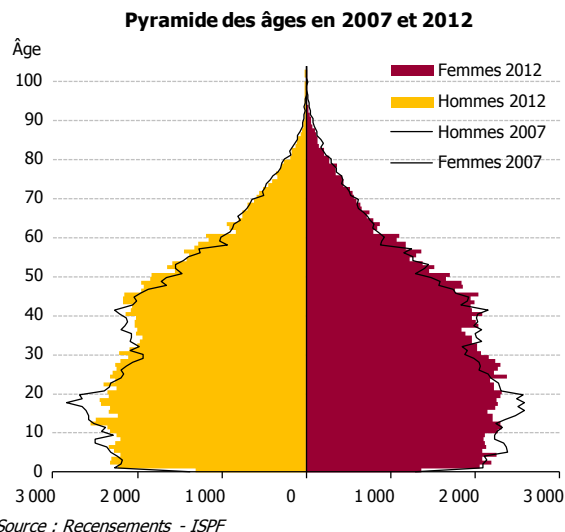
# UNE POPULATION EN VOIE DE VIEILLISSEMENT

La Polynésie française comptait au 31 décembre 2015, 272 800 habitants, en hausse de 0,4 % sur un an.

Le ralentissement de la croissance de la population (+1,9 % en moyenne par an dans les années 90) s'explique par le recul de la natalité, à son plus bas historique en 2015, en lien avec la baisse de la fécondité, et, selon l'hypothèse de l'ISPF, par un important déficit migratoire.

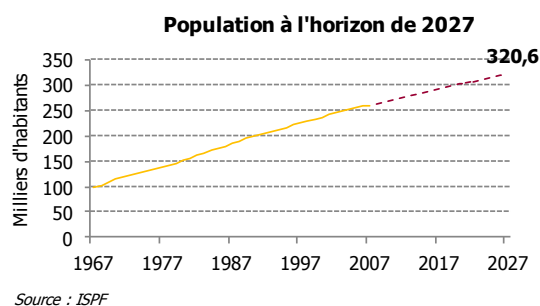
La population comprenait un quart de personnes de moins de 15 ans en 2012. Encore jeune, elle est cependant vieillissante ; selon les projections de l'ISPF, elle atteindra les 320 600 habitants en 2027, dont 17 % seront âgés de plus de 60 ans.

Elle est principalement concentrée aux îles du Vent (3/4 du total au recensement de 2012) et surtout à Tahiti (2/3 du total). Les îles Sous-le-Vent sont le deuxième foyer de peuplement (13 % du total).



Indicateurs démographiques	Polynésie française	France <sup>(1)</sup>
Population (Polynésie : en milliers ; France : millions ; 2014)	271	66,3
Part des moins de 20 ans (% , 2012)	33,0	24,7
Part des 20-59 ans (% , 2012)	56,9	50,8
Part des 60 ans et plus (% , 2012)	10,1	24,5
Densité de population (hab./km <sup>2</sup> , 2012)	71	117 <sup>(2)</sup>
Évolution annuelle moy. de la population (% , 2002-2012)	1,0	0,6 <sup>(3)</sup>
Taux de natalité (taux pour 1 000 habitants, 2013)	15,5	12,4
Taux de mortalité (taux pour 1 000 habitants, 2013)	5,3	8,4
Taux de mortalité infantile (pour 1 000 naissances, 2013)	9,0	3,5
Indice conjoncturel de fécondité (2013)	1,98	2,01
Espérance de vie des femmes à la naissance (années, 2013)	77,4	85,4
Espérance de vie des hommes à la naissance (années, 2013)	72,9	79,2

(1) Bilan démographique de l'Insee 2014 ; (2) France métropolitaine en 2014 ; (3) entre 2004 et 2014  
Sources : Insee, ISPF



## PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

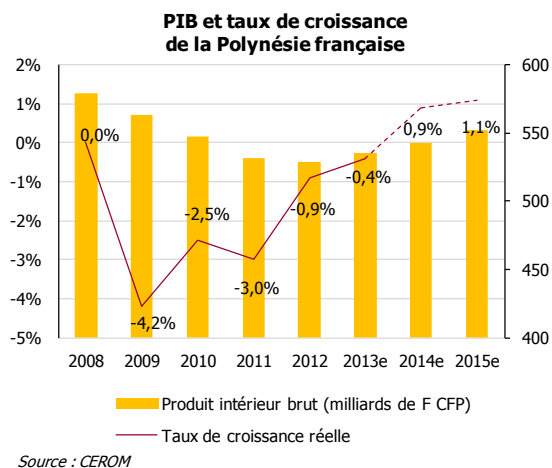
Affectée par la crise économique mondiale et par une période d'instabilité politique, la Polynésie française a traversé une longue récession, le PIB réel chutant de 1,3 % en moyenne annuelle entre 2008 et 2013.

Depuis deux ans, la croissance est de retour, comme l'illustre la progression de l'Indicateur de climat des affaires (ICA), qui évolue au-dessus de sa moyenne de longue période depuis le dernier trimestre 2013.

Selon les estimations des Comptes économiques rapides, le PIB augmente de 1,1 % en volume en 2015, grâce à la contribution de l'investissement (+1 %), public et privé, et de la consommation des ménages (+0,7 %). Toutefois, la reprise n'est pas encore suffisante pour revigorer le marché du travail.

Principaux indicateurs économiques en 2015	Polynésie française	France
PIB (milliards de F CFP courants <sup>(1)</sup> )	552,5	260 274
Taux de croissance du PIB (% , F CFP constants)	1,1	1,3
PIB par habitant (millions de F CFP courants)	2,03	3,91
Taux de dépendance aux importations <sup>(2)</sup> (% , en 2014)	38,6	31,4

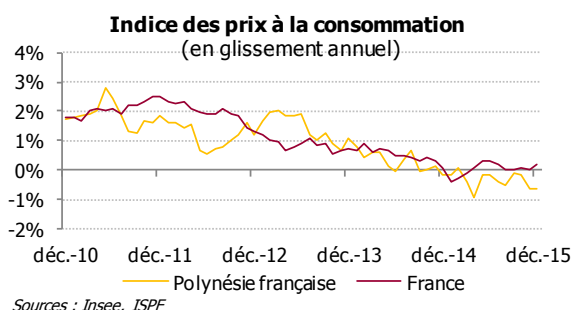
(1) Comptes économiques rapides ; (2) Importations de biens et services en % du PIB  
Sources : Insee, ISPF, CEROM



### Recul des prix à la consommation

De 2004 à 2014, les prix ont augmenté avec modération (+1,4 % en moyenne).

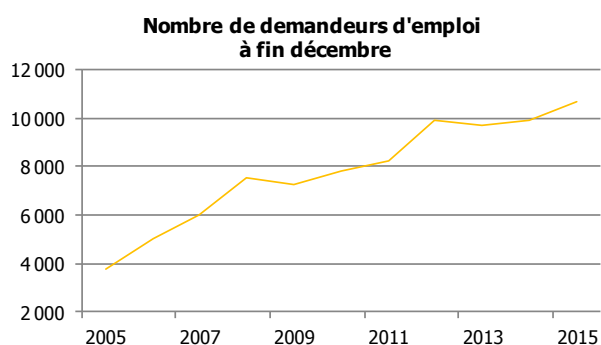
En 2015, l'indice des prix à la consommation (IPC) est en repli de 0,4 % en moyenne, sous l'influence de la baisse des prix de l'énergie et des transports, impactés par le repli mondial des cours pétroliers. À l'inverse, les prix dans l'alimentaire (+2,4 %) et dans les services de restauration (+1,1 %) s'inscrivent en hausse.



## Stabilisation de l'emploi

En hausse constante sur la période 2002-2007 (+2,4 % en moyenne annuelle), les effectifs salariés ont drastiquement diminué pendant la crise (-2,2 % en moyenne annuelle entre 2008 et 2013), pour se stabiliser à partir de 2014, avec le redémarrage progressif de l'économie.

Entre les deux derniers recensements (2007-2012), le taux de chômage a bondi, de 11,7 % à 21,8 %. En 2015, le nombre de demandeurs d'emploi continue de progresser (+8,2 %, après +1,8 % en 2014), porté par les contrats d'accès à l'emploi (CAE), instaurés en 2014.



Source : SEFI

Emploi	2005	2015	Évol. 15/05 <sup>(1)</sup>
<b>Emploi total</b>	<b>76 493</b>	<b>77 205</b>	<b>0,1 %</b>
<b>Emploi non salarié</b>	<b>10 354</b>	<b>11 066</b>	<b>0,7 %</b>
<b>Emploi salarié</b>	<b>66 139</b>	<b>61 652</b>	<b>-0,7 %</b>
Secteur primaire	2 216	1 687	-2,7 %
Industrie	5 246	4 692	-1,1 %
BTP	6 133	4 069	-4,0 %
Commerce	10 091	9 355	-0,8 %
Services marchands	27 099	28 566	0,5 %
Services non marchands	15 354	13 283	-1,4 %

(1) Taux de croissance annuel moyen

Sources : CPS, ISPF

## Des échanges extérieurs structurellement déficitaires pour les biens

L'étroitesse de son territoire et de son marché intérieur pénalise la Polynésie française dans le développement de productions de substitution aux importations et d'exportations compétitives. Structurellement déficitaire, le solde de la balance commerciale s'établit en 2015 à -152,4 milliards de F CFP. En revanche, les échanges de services sont excédentaires (53 milliards de F CFP en 2014, soit 10 % du PIB 2014 estimé), notamment grâce au tourisme.

Avec respectivement 25 % et 11 % des échanges de biens, la France et les États-Unis restent les premiers partenaires commerciaux de la Polynésie française. Principaux produits d'exportations, les produits perliers génèrent 62 % des recettes d'exportations locales en 2015.

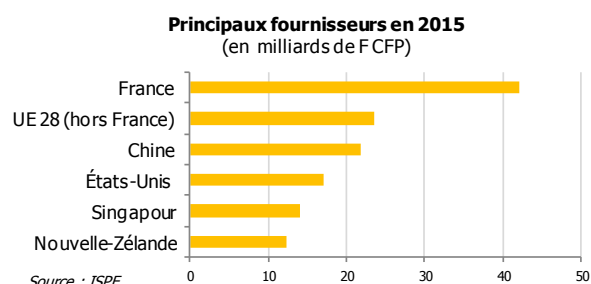
Importations (en millions de F CFP)	2015	Part
Produits des industries agricoles et alimentaires	38 427	23 %
Biens intermédiaires	34 004	21 %
Biens d'équipement	33 924	21 %
Produits énergétiques	20 122	12 %
Biens de consommation	24 851	15 %
Produits de l'industrie automobile	9 968	6 %
Produits agricoles, sylvicoles et piscicoles	3 419	2 %
<b>Total</b>	<b>164 712</b>	<b>100 %</b>

Source : ISPF

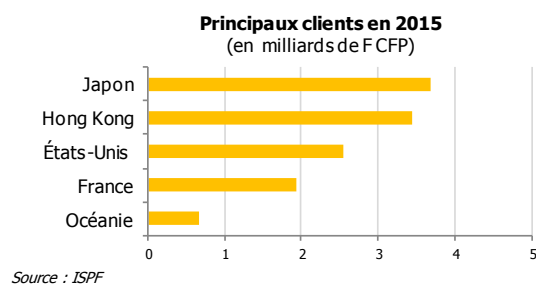
Exportations* (en millions de F CFP)	2015	Part
Produits perliers	7 637	62 %
Poisson	1 589	13 %
Noni	668	5 %
Huile de coprah	732	6 %
Nacres	196	2 %
Vanille	343	3 %
Monoï	333	3 %
Divers	768	6 %
<b>Total</b>	<b>12 267</b>	<b>100 %</b>

Source : ISPF

(\*) hors réexportations



Source : ISPF



Source : ISPF

## LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

Avec 85 % de la valeur ajoutée en 2012 et plus de 8 salariés sur 10 à fin 2015, le secteur tertiaire occupe une place prépondérante dans l'économie de la Polynésie française. Il se caractérise par l'importance des administrations publiques, qui contribuent à hauteur de 37 % à la valeur ajoutée totale. Les services marchands contribuent à 38 % à la création de richesse, tandis que l'apport des secteurs primaires (3 %) et secondaires (12 %) est moins significatif.

Principaux indicateurs sectoriels	2005	2015	Évol. 15/05 <sup>(1)</sup>
Fréquentation touristique (nombre de touristes)	208 067	183 831	-1,2 %
Exportations de perles brutes (en millions de F CFP)	12 156	7 361	-4,9 %
Exportations des produits de la pêche (en millions de F CFP)	358	1 589	+16,1 %
Importations de bitume (en milliers de tonnes)	6,5	1,0	-17,2 %
Importations de bois transformé (en milliers de tonnes)	32	21	-4,3 %
Importations de ciment (en milliers de tonnes)	131	88	-3,9 %
Immatriculations de véhicules neufs	7 755	3 998	-6,4 %

(1) Taux de croissance annuel moyen

Sources : ISPF, Service de la pêche

## Des perspectives encore limitées pour le BTP

Longtemps porté par l'investissement des ménages et du secteur public, le BTP a subi la crise et son chiffre d'affaires a reculé de 5 % en moyenne entre 2008 et 2013. Depuis deux ans, il se redresse, grâce à la commande publique et à l'investissement en logement des ménages (+3,7 % en glissement annuel sur l'encours des crédits bancaires à l'habitat en 2015). En 2015, son chiffre d'affaires augmente de 4,5 % sur un an (après +13,7 % en 2014 et +1,8 % en 2013). La construction de logement social, encore insuffisante pour répondre aux besoins des 5 292 demandeurs recensés par l'Office polynésien de l'habitat en 2015 devrait s'accélérer, grâce à l'émergence de nouveaux opérateurs privés et aux financements publics, notamment à travers le Contrat de projets 2015-2020 (12 milliards de F CFP).

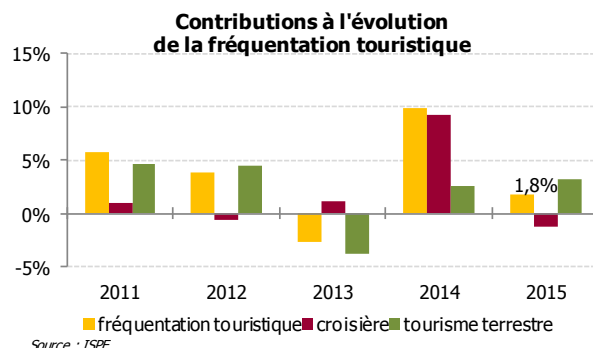
## Confirmation de la reprise du tourisme

Première source d'exportation du pays, le tourisme représente 15 % du chiffre d'affaires total déclaré en 2015 et 17 % des effectifs salariés. Après des années de croissance, la fréquentation touristique, affectée par la crise mondiale, a chuté jusqu'à revenir en 2010 (153 919) à son niveau de 1993. Cependant, elle progresse de nouveau, +1,8 % en 2015, la hausse du tourisme terrestre (+4 %) étant contrebalancée par le retrait sur le segment de la croisière basée localement (-6,5 %)

Les principaux marchés émetteurs du tourisme en Polynésie française sont les États-Unis (35 % du total en 2015), la France (19 %), l'Europe hors France (15 %) et le Japon (6 %).

## Vers une réforme de la perliculture

La perliculture contribue aux exportations polynésiennes, mais aussi au maintien de la vie économique dans l'archipel des Tuamotu Gambier où se trouvent la majorité des exploitations (78 % des concessions en 2014). Néanmoins, à partir des années 2000, les recettes se sont contractées sous l'effet de causes externes (concurrence d'autres perles, baisse des cours) et internes (surproduction, manque d'organisation de la profession...). Après deux années de hausse, les recettes d'exportations de perles brutes se replient de 14,6 % en 2015. Après consultation des professionnels, le gouvernement a entrepris une réforme de la perliculture, qui devrait entériner la définition d'un quota global de production et la création de certificats de qualité.



## LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

La Polynésie française compte trois banques (la Banque Socredo, la Banque de Polynésie et la Banque de Tahiti) et trois sociétés financières (Ofina, Sogelease BDP et Oceor Lease Tahiti). Interviennent aussi des établissements de crédit métropolitains (l'AFD, la CDC et la Casden) et européen (la BEI). Ces établissements totalisent 64 agences bancaires et emploient 1 087 collaborateurs. Les taux d'équipements bancaires (guichets et automates) sont inférieurs à la moyenne nationale, en raison du morcellement géographique du pays.

Indicateurs monétaires et financiers	2015
Masse monétaire M3 (milliards de F CFP) à fin décembre	426
Taux de créances douteuses – Éts de crédit locaux (en %)	12,2
Nombre d'habitants par guichet bancaire	1 809
Nombre d'habitants par guichet automatique	1 686
Nombre de comptes bancaires par habitant	1,41
Nombre de cartes bancaires par habitant	0,74

En hausse jusqu'en 2011, l'encours des crédits sains accordés par les banques locales, affecté par les retombées de la crise économique, s'affiche en recul constant par la suite (-0,6 % en moyenne annuelle entre 2011 et 2015). Parallèlement, le taux de créances douteuses brutes demeure élevé (12,2 % en 2015), surtout pour les entreprises (20,1 %).

En 2015, la progression des actifs financiers des agents économiques s'accélère, +4,3 % (+2,2 % en moyenne annuelle entre 2011 et 2015), en lien avec la reconstitution de la trésorerie des entreprises et un comportement d'épargne des ménages. Elle est dynamisée par les dépôts à vue qui s'accroissent de 11,4 % sur l'année.

La masse monétaire s'accroît de 4,6 % en 2015 (426 milliards de F CFP en décembre 2015 contre 407 un an plus tôt), grâce aux dépôts à vue (+9,6 %) et aux dépôts à terme (+3 %). À l'inverse, l'encours des comptes sur livrets se contracte de 0,8 % sur l'année.

Indicateurs entreprises	2015
Coût du crédit aux entreprises 4 <sup>e</sup> trimestre 2015 :	
- Découvert	3,14 %
- Moyen et long termes	3,06 %
Actifs financiers (milliards de F CFP) à fin décembre	116
Concours bancaires (milliards de F CFP) à fin décembre (*)	150
dont crédits d'exploitation	39 %
dont crédits d'investissement	49 %
Taux de créances douteuses brutes à fin décembre (en %)	20,1

(\*) Établissements de crédit locaux et hors zone d'émission  
Source : IEOM, données locales

Indicateurs ménages	2015
Coût du crédit aux ménages 4 <sup>e</sup> trimestre 2015 :	
- Découvert	10,21 %
- Immobilier	3,29 %
Actifs financiers (milliards de F CFP) à fin décembre	358
Concours bancaires (milliards de F CFP) à fin décembre (*)	281
dont crédits habitat	67 %
dont crédits consommation	28 %
Taux de créances douteuses brutes à fin décembre (en %)	7,7

(\*) Établissements de crédit locaux et hors zone d'émission  
Source : IEOM, données locales

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

Directeur de la publication : Hervé GONSARD – Responsable de la rédaction : Claude PERIOU

Éditeur et imprimeur : IEOM

Achévé d'imprimer : novembre 2015 – Dépôt légal : novembre 2015 – ISSN 1968-6277